



CASINO DE JEUX, PLACE DE CRÊTE

Un déséquilibre économique pour le territoire

Un déséquilibre économique pour Thonon

- **Un casino urbain (opposé à touristique) capte l'argent des habitants mais ne dynamise pas les commerces locaux** : Contrairement à d'autres infrastructures de divertissement qui profitent aux commerces environnants, un casino urbain tend à isoler économiquement ses clients, réduisant ainsi leur fréquentation des commerces locaux (source : Observatoire des jeux, 2023).
- **Risque de fermeture pour les bars et restaurants voisins incapables de rivaliser** : L'implantation d'un casino dans un centre urbain entraîne souvent une baisse de la clientèle pour les établissements de restauration et de loisirs situés aux alentours. Selon une étude du Centre d'Économie des Jeux (2023), les revenus des bars et restaurants situés à moins de 500 mètres d'un casino urbain baissent en moyenne de **15 à 20%** après son ouverture.
- **Une consommation financière captée par l'opérateur du casino** : L'argent dépensé dans un casino ne bénéficie pas à l'économie locale. En effet, la majorité des profits générés par les casinos sont reversés aux opérateurs privés et, dans le cas de Golden Palace, aux actionnaires étrangers, sans réel réinvestissement dans le tissu économique local (source : Commission des jeux d'argent Belge, 2023). Certes, la commune va bénéficier d'une redevance locative et de pourcentage sur les jeux. Mais à quel prix au final ?

Un déséquilibre économique pour le Chablais

- **Aucune création de valeur réelle** : l'implantation d'un casino à Thonon ne générerait pas d'activité nouvelle significative mais entraînerait en partie un simple déplacement des joueurs des casinos voisins, notamment celui d'Évian. Et dans le même temps, on sait que les joueurs réguliers sont peu enclins à changer d'établissement. Du coup, le **modèle économique est incertain**.
- **Une offre déjà saturée** : La région compte déjà plusieurs casinos (Évian, Annemasse, Genève, Montreux, Saint-Julien, Divonne, Lausanne). Un nouvel établissement risque de mener à une guerre commerciale nuisible sans réelle demande supplémentaire de jeux, en réalité. Et le risque est réel de voir les casinos voisins **être fragilisés** dans leur équilibre économique et risquant d'entraîner des suppressions d'emplois. Du coup, est ce que cette stratégie de territoire du maire de Thonon est bonne ? Et Utile ?

La ville de Thonon sera-t-elle véritablement gagnante?

- **Un projet contestable sur le plan financier** : La ville de Thonon a engagé des fonds publics pour l'achat du terrain et la mise à disposition du futur exploitant, un investissement qui pourrait ne pas être rentabilisé.
- **Un faible bénéfice pour la commune** : Malgré un prélèvement communal de **15%**, les revenus espérés pour la ville restent modestes comparés aux conséquences économiques et sociales du projet.

- **Les prévisions de rentabilité pour un casino supplémentaire à Thonon sont faibles.** Les recettes pourraient ne pas suffire à garantir la viabilité du projet sans impacter négativement les finances publiques locales. Nous doutons fortement des prévisions du groupe Golden Palace, qui a embelli « la mariée ».
- L'intérêt véritable de Golden Palace semble être l'obtention d'une licence pour opérer des casinos en ligne une fois que la législation française évoluera. En Belgique, l'entreprise a déjà renforcé sa présence numérique avec plusieurs plateformes de jeux et paris sportifs, prouvant son engagement dans ce secteur hautement lucratif (source : corporate.goldenpalace.be, 2023). Pour avoir une licence d'exploitation en ligne, Golden Palace doit avoir des casinos physiques implantés. On comprend du coup, pourquoi ils viennent à Thonon!

Conclusion : Un projet à haut risque, sans réel bénéfice pour Thonon

Loin de dynamiser la ville, un casino urbain à Thonon risque d'aggraver l'endettement des habitants, d'augmenter la criminalité et d'affaiblir les casinos existants sans générer de réelle valeur ajoutée. Le projet repose sur une logique de transfert de clientèle plutôt que sur une demande nouvelle, mettant en péril les équilibres économiques locaux.

Face à ces constats, nous appelons à mettre un terme à **ce projet** et à un réexamen approfondi de ses conséquences avant toute décision définitive.

L'État peut refuser un projet s'il estime que les risques économiques, sociaux et sécuritaires sont trop élevés.

Une forte mobilisation citoyenne peut faire basculer la décision, car le Gouvernement ne peut pas cautionner un tel projet.